



L'obscur clarté de Manuel Barroso

Gabriel Galice*

Les réponses de Manuel Barroso à Frédéric Koller (Le Temps du 30 janvier) laissent songeur le lecteur qui suit depuis des décennies les affaires européennes et la trajectoire de l'intéressé.

Le plus simple est de prendre appui sur le titre de l'article, qui commence par « Soyons clairs... ». En interrogeant, tel l'analyste, l'énoncé. Car bien des choses sont claires, qui ne corroborent pas les assertions de Manuel Barroso, et d'autres obscures, dans la carrière de l'ancien président de la commission européenne.

Dans sa jeunesse portugaise, Manuel Barroso fut maoïste par antisoviétisme, membre du MRPP : « J'ai choisi les pro-Chinois parce qu'ils luttèrent contre les communistes ». Certains soupçonnent l'ambassadeur des Etats-Unis alors en poste à Lisbonne, Frank Carlucci, éminent collaborateur de la CIA (il en sera nommé directeur-adjoint en 1978), d'avoir manipulé le MRPP. Le journal *L'Humanité* cite (trop vaguement) « plusieurs sources » faisant état d'une manipulation directe de Barroso par Carlucci.

Il suivra ensuite une formation universitaire aux Etats-Unis, meilleure façon, assurément, d'apprendre comment devenir un bon européen. Premier ministre portugais, il mène une politique de rigueur budgétaire et de réorientation atlantiste. Il annule la participation du Portugal au programme de l'avion militaire européen Airbus A400M. Le 30 janvier 2004, il cosigne une lettre publique soutenant le projet d'intervention militaire en Irak, (aux côtés de Vaclav Havel, José Maria Aznar, Silvio Berlusconi, Tony Blair, Peter Medgyessi, Leszek Miller, Anders Fogh Rasmussen.) Il organise la rencontre aux Açores avec les dirigeants (George W. Bush, Mario Aznar, Tony Blair) favorables à l'intervention militaire en Irak. L'Etat islamique leur doit beaucoup.

En 2004, sur proposition britannique, il se retrouve propulsé à la tête de la Commission européenne contre le candidat franco-allemand Guy Verhofstadt. Il félicite George W. Bush pour sa croisade irakienne et reproche son manque d'ardeur belliqueuse à John Kerry. Il soutient si bruyamment la controversée directive Bolkenstein que certains lui imputent les NON aux référendums néerlandais et français. Peu importe ! Notre homme à principes et démocrate de surface concocte avec le président Sarkozy une mouture allégée du Traité refusé par les peuples, avalisée par les parlementaires des deux bords, le Traité de Lisbonne. En 2006, 77 députés européens déposent une motion de censure sur les liens entre le Président Barroso et le groupe Latsis.

En juin 2013, il fustige la France de vouloir exclure le secteur audiovisuel du mandat de négociation commerciale avec les Etats-Unis : « *Cela fait partie de ce programme antimondialisation que je considère comme totalement réactionnaire.* » Libériste plus que libéral (distinguo de Benedetto Croce), l'homme préfère manifestement la liberté des marchandises à celle des hommes et le rouleau compresseur d'Hollywood ou Google à la diversité européenne.

Qu'en est-il de la deuxième partie du titre du Temps reprenant les propos de l'intéressé : « il n'y a aucune conspiration antirusse » ? Conspiration il n'y a pas, en effet, mais stratégie clairement affichée depuis des décennies, par Zbigniew Brzezinski notamment, dans son maître-livre « Le grand échiquier ». La tactique met en œuvre la stratégie. John J. Mearsheimer, peu suspect d'antiaméricanisme, dénonce la responsabilité de L'Occident dans la crise ukrainienne <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=4377> Henry Kissinger note aussi la part de responsabilité occidentale dans la crise ukrainienne <http://www.spiegel.de/international/world/interview-with-henry-kissinger-on-state-of-global-politics-a-1002073.html>

Le couplage EU / OTAN est une erreur stratégique actée par le Traité de Maastricht. L'OTAN est un vestige de la guerre froide. L'organisation à accru le nombre de ses membres et étendu son rayon d'action tous azimuts. Faut-il rappeler que son ancien adversaire, le pacte de Varsovie est dissout et que l'OTAN est dirigée par les Etats-Unis d'Amérique ? Zbigniew Brzezinski soupèse les avantages et inconvénients d'y inclure la Russie. Une fois le choix opéré de ne pas inclure les Russes, voire de refondre l'OTAN, l'engrenage est enclenché, dans lequel l'Ukraine est un rouage désigné comme « pivot stratégique ». Apprécions le franc-parler de Zbigniew Brzezinski : « *Pour le dire sans détour, l'Europe de l'Ouest reste dans une large mesure un protectorat américain et ses Etats rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et les tributaires des anciens empires* ». C'est plus que « schématiser » que de poser le dilemme entre « atlantistes partisans d'une posture plus ferme à l'égard de Moscou et partisans d'une certaine idée de la souveraineté plus proche de celle exprimée par la Russie ». La première question est de savoir si l'Union européenne veut se doter d'une politique la plus autonome possible ou si elle s'aligne sur les Etats-Unis, plus exactement sur la posture des néoconservateurs et faucons américains ou européens, au risque d'être plus américaine et antirusse que les dirigeants américains eux-mêmes. La seconde est de savoir si cette autonomie passe par une équidistance entre ses voisins et partenaires, sans céder au douteux tropisme de l'occidentalisme. Bref, une Europe européenne ou une Europe américaine ?

Manuel Barroso est isomorphe aux courants dominants, économiquement libéral, géopolitiquement pro-américain, mécaniquement antirusse, accessoirement européen. Sur deux points, il n'a pas varié : la défiance envers la Russie et la méfiance envers la démocratie. Chantal Delsol (*Le Figaro* du 28 janvier) vient, non sans raisons, de déclarer que l'Union européenne était une variante du despotisme éclairé ; Manuel Barroso l'incarnait plutôt bien.

*Gabriel Galice est ancien Conseiller régional de Rhône-Alpes. Il a publié *Du Peuple-Nation – essai sur le milieu national de peuples d'Europe* (Mario Mella, 2002), préfacé par Jean-Pierre Chevènement.